

undefined - mercredi 10 juillet 2024

France Monde | Le fait du jour

APRÈS LE SECOND TOUR

Les députés déjà au pied du mur

Nathalie Mauret

Les députés insoumis investissent l'hémicycle : ils veulent un gouvernement Nouveau Front populaire. Photo Sipa/Isa Harsin

Les députés nouvellement élus arrivent peu à peu à l'Assemblée nationale. Une Assemblée éclatée, sans majorité capable de gouverner seule. Discussions et tractations sur une éventuelle coalition sont en cours, mais avec des conditions différentes selon les groupes.

Il y a les embrassades, les sourires pour les photos, les félicitations de rigueur. Puis il y a la politique. Dans quel groupe siéger ? Qui pour entrer au gouvernement avec quel Premier ministre ? Que veut Emmanuel Macron ? Qui a le leadership au sein du Nouveau Front populaire ?

Dans la cour d'honneur et dans les salles du palais Bourbon, où sont arrivés mardi la plupart des députés pour leur rentrée, il y a plus de questions que de réponses. La composition de la nouvelle Assemblée, éclatée en trois groupes principaux, oblige les élus à composer les uns avec les autres, à faire de la politique autrement.

Mais les anciens réflexes demeurent. Des rumeurs sont lancées, on se juge et on se jauge. « On parle à beaucoup de gens dont aux socialistes », assure l'ancienne majorité en quête de coalition. « Faux », répond le Nouveau Front populaire. « On est certes majoritaire en nombre, mais ça ne fait pas une majorité », tempère une élue de gauche qui entame son troisième mandat. La réalité, c'est que tout le monde se parle, à part les Républicains qui ne veulent pas croiser Eric Ciotti, le (toujours) président de leur parti qui a fait alliance avec le RN. « Si je lui serre la main, c'est que j'aurai d'abord craché dedans », assure sans rire, un député réélu face à un RN Ciottiste. Le député des Alpes-Maritimes voudrait garder son poste de questeur, un des postes clé de l'Assemblée. Le RN, déçu par son nombre de députés modestes (il en affiche 17 au lieu des 60 promis), ne semble pas vouloir lui faire ce cadeau.

Les groupes parlementaires vont se former dans les jours qui suivent et seront formalisés le 18 juillet, pour l'élection du président de l'Assemblée. Combien seront-ils ? Les députés insoumis en rupture avec leur mouvement (Alexis Corbière, Clémentine Autain, etc.) veulent

créer un nouveau groupe et ont écrit en ce sens aux écolos et aux communistes. L'ancien groupe Liot se compte pour savoir s'ils pourront se recomposer. Et au sein de LR, tous ne sont pas d'accord. Ni sur leur nom, ni sur leur ligne. Ce qui pose problème au sein de toutes les familles politiques, c'est la coalition souhaitée par Emmanuel Macron. « Notre électorat a joué à fond le jeu des reports de voix. Cela donne une prime à gauche et il est normal qu'il y ait un gouvernement de gauche », avance la communiste Elsa Faucillon (Hauts-de-Seine). « Les Français ont choisi une rupture avec Macron », martèle de façon plus tranchée, l'insoumise Mathilde Panot (Val-de-Marne).

« Faire croire qu'avec 20 députés de plus on a le pouvoir, c'est mentir »

Les insoumis sont une ligne rouge pour beaucoup. Le Modem Jean-Paul Mattei (Pyrénées-Atlantiques) ne croit pas à un gouvernement de gauche et seulement de gauche : « Ils font comment pour faire voter le budget ? ». Dans l'ex-majorité, la plupart des députés croisés ne veulent pas entendre parler d'un gouvernement avec les élus LFI. « Je voterai direct la censure », assurent-ils.

Le Nouveau Front populaire est loin d'être aligné. Le socialiste Dominique Potier (Meurthe-et-Moselle), ne fait pas dans la langue de bois. « Faire croire qu'avoir vingt députés de plus nous donne le pouvoir de gouverner la France, c'est mentir ». Lui, comme d'autres, s'interroge sur une coalition.

« Face aux 10 millions de voix RN, il faut être capable avec tous ceux qui sont républicains de faire un compromis sur la base d'éléments programmatiques ».

Sa collègue ancienne ministre Modem Geneviève Darrieussecq (Landes) est sur la même ligne. Éluë avec les voix de gauche, elle est persuadée que les Français veulent une gouvernance plus transversale. « Ceux qui ne voudront pas passeront à la trappe », prophétise-t-elle. Mais un travail de coalition et donc de compromis prend du temps. « Cela ne se fait pas en une semaine ni en deux nuits sur un bout de table. Il faut s'entendre sur deux ou trois sujets majeurs. Les grands plans de 150 mesures sont illisibles ».

Impensable pour certains, au NFP. « Tout le monde veut inventer une coalition pour changer les urnes », prévient, inquiète, l'écologiste Sandra Regol (Bas-Rhin).

La formation du gouvernement prendra du temps tant les tractations, dans tous les camps, sont compliquées. Possiblement après les JO.